

bibliothèque
de la législature
du québec

bulletin

Vol. 8, no 2
Octobre 1977

gouvernement du québec
assemblée nationale



BIBLIOTHEQUE DE LA LEGISLATURE

BULLETIN

vol. 8, no 2

(octobre 1977)

Gouvernement du Québec

Assemblée Nationale

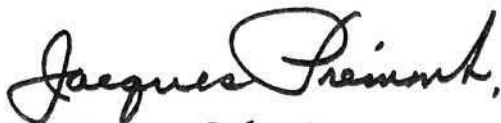
Dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec
4e trimestre, octobre 1977

Me Jean-Charles Bonenfant n'est plus...

Pour tous ceux qui l'ont connu, son souvenir demeurera toujours présent. En plus de présider aux destinées de la Bibliothèque de la Législature pendant près de vingt ans, monsieur Bonenfant a toujours été disponible comme conseiller auprès des hommes politiques et de tous ceux, chercheurs et même fonctionnaires des plus humbles, qui venaient frapper à sa porte.

Cette perte sera ressentie non seulement dans le milieu parlementaire que monsieur Bonenfant connaissait si bien, mais dans tous les milieux québécois auxquels il savait donner si généreusement de sa personne.

En mon nom personnel et en celui de mes collègues de la Bibliothèque de la Législature, je tiens à rendre un hommage particulier pour l'oeuvre que M. Bonenfant a accomplie en dotant le Québec d'une bibliothèque parlementaire qui n'a rien à envier à aucune autre!



Jacques Prémont, c.r.
Directeur de la Bibliothèque de la
Législature du Québec

6 octobre 1977

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
In Memoriam	III -
Table des matières	V
L'histoire de la Bibliothèque de la Législature, 1802-1850: projet de recherche par Gilles Gallichan	1
Lois, projets de loi, réglementation dans les provinces canadiennes et à l'étranger: liste sélective	9
Liste sélective de publications parlementaires et gouvernementales reçues récemment à la Bibliothèque	17
Liste annotée d'ouvrages récemment catalogués	33
Index	55 -

L'HISTOIRE DE LA BIBLIOTHEQUE DE LA LEGISLATURE 1802-1850:

UN PROJET DE RECHERCHE

L'HISTOIRE DE LA BIBLIOTHEQUE DE LA LEGISLATURE 1802-1850:UN PROJET DE RECHERCHE

Traditionnellement, l'histoire des bibliothèques n'a éveillé que peu d'intérêt chez les bibliothécaires soumis aux contraintes quotidiennes de leur travail. Ce problème souvent remarqué a laissé longtemps un vide au niveau des études sur l'évolution de nos bibliothèques. Sauf quelques chercheurs comme Aegidius Fauteux et Antonio Drolet, rares sont ceux qui se sont penchés sur l'histoire des bibliothèques québécoises. Heureusement, depuis quelques années, un réveil s'est manifesté dans le domaine de l'histoire culturelle du Québec et un certain nombre de recherches entreprises depuis quelque temps par des historiens et par des bibliothèques a rejoint l'histoire du livre et celle des bibliothèques.

Dans l'introduction de son livre¹, Antonio Drolet remarquait bien à propos que l'histoire des bibliothèques est le reflet de l'histoire des idées et de l'histoire des institutions. C'est essentiellement dans cette optique que nous en sommes venus à entreprendre une histoire de la Bibliothèque de la Législature du Québec.

1- Drolet, Antonio. Les bibliothèques canadiennes 1604-1960. Montréal, Cercle du Livre de France, 1965. p. 7-8

A prime abord et compte tenu de l'état actuel des recherches, un tel projet peut sembler un peu téméraire. C'est pourquoi nous avons limité le travail dans un premier temps à une période d'environ 50 ans pour mieux approfondir certains aspects du sujet comme par exemple l'analyse de la collection.

L'histoire d'une bibliothèque ne doit pas être perçue uniquement comme un survol chronologique des événements qui ont ponctué son existence, mais aussi comme un aspect particulier de l'évolution culturelle d'une ville et d'un pays. Une bibliothèque est souvent par son contenu, le reflet d'une société, de ses champs d'intérêts et de ses valeurs. C'est ce qui donne à l'histoire des bibliothèques sa dimension la plus riche. A cet égard, la Bibliothèque de la Législature apparaît comme une expression privilégiée de la société québécoise. Née avec le XIXe siècle, la collection de la Chambre d'Assemblée a grandi lentement et elle a pris peu à peu la physionomie que ses créateurs et que ses usagers désiraient lui donner.

Cette collection qui ne regroupait que quelques centaines de livres vers 1810, a pris une réelle expansion avec les années pour atteindre le chiffre de 13,000 volumes en 1849; année où elle fut détruite dans l'incendie du Parlement à Montréal. Cet événement marque pour nous la limite chronologique de la première partie de notre étude. Notre recherche porte donc principa-

lement sur cette collection qui s'est développée depuis le début du XIXe siècle au rythme des besoins et des moyens de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada.

Grâce aux rapports annuels qui nous sont parvenus et aux catalogues régulièrement imprimés par la bibliothèque, nous pouvons reconstituer dès les années 1810 la croissance annuelle de la collection. Ces sources à elles seules constituent déjà une intéressante base de recherche. Elles permettent une analyse de l'évolution et des transformations du contenu de la collection par les listes d'acquisitions d'ailleurs recommandées et approuvées par les législateurs eux-mêmes. Ces achats doivent, bien entendu, être étudiés en regard des événements politiques, économiques ou sociaux qui ont marqué ces époques. C'est pourquoi il nous faut d'abord reconstituer un fichier chronologique et thématique de cette collection afin d'en pouvoir dégager les principales caractéristiques et les lignes de force.

D'autre part, cette partie de l'étude suivra de près l'histoire événementielle de l'institution ainsi que les épisodes qui ont influencé la vie même de la bibliothèque. A ce chapitre, on peut mentionner le déménagement en 1822 de la "Quebec Library" fondée en 1779 par le Gouverneur Haldimand et qui logeait depuis cette époque dans l'ancien palais épiscopal devenu après

1792 le siège de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Ce déménagement a amené des changements majeurs à la bibliothèque législative qui modifia, après cette date, sa politique d'acquisition. En effet, depuis 1792, la "Quebec Library" offrait aux députés canadiens une collection générale qui répondait à leurs besoins et qui permettait à la bibliothèque parlementaire de se spécialiser dans l'acquisition de livre de lois et de politique. On constate donc après le départ de la bibliothèque publique que la Chambre d'Assemblée acquiert des ouvrages moins spécialisés et portant sur de nombreux sujets tels l'histoire, les lettres et les sciences.

Cet élargissement de la collection de la Bibliothèque du Parlement a sans doute aussi été favorisé par le rétablissement du commerce maritime régulier entre l'Europe et l'Amérique après 1815. On se souvient qu'à cette époque le commerce du livre reposait essentiellement sur les communications maritimes avec l'Europe puisque les imprimés locaux ne constituaient encore qu'une faible partie du contenu des bibliothèques.

C'est également vers 1820 que la Bibliothèque du Parlement commença à ouvrir ses portes au public lecteur de la capitale. Cet événement devait avoir une grande importance sur la vie culturelle de la ville de Québec et influencer l'histoire même de la bibliothèque pendant plus d'un siècle et demi.

Ces aspects comme de nombreux autres retiendront notre attention au cours de cette recherche. C'est donc d'abord en tant que témoin d'une histoire beaucoup plus large que nous étudierons la Bibliothèque de la Législature depuis ses origines. Dans son existence même, une institution comme la Bibliothèque de la Législature est liée à deux dimensions importantes de notre développement collectif: le politique et le culturel. Créée d'abord pour répondre aux besoins documentaires du Parlement québécois, cette bibliothèque s'est ouverte rapidement à toute une catégorie de gens instruits et de notables qui orbitaient de près ou de loin dans le monde politique d'alors. Au cours de ces années, la collection de la Bibliothèque de la Législature est apparue ainsi comme le reflet de la société bourgeoise et cultivée de la ville de Québec: Avocats, juristes, notaires, hauts fonctionnaires, voire même les membres du clergé tous gens de bonne société que les nouveautés littéraires ne laissaient pas indifférents. C'est donc le profil culturel de cette catégorie sociale qu'il nous faut en somme, rechercher dans cette étude. C'est faire de la bibliothèque le miroir de ceux qui la font et de ceux qui viennent y puiser en dégageant le plus clairement possible le lien qui existe entre l'homme et le livre.

LOIS, PROJETS DE LOI, REGLEMENTATION
DANS LES PROVINCES CANADIENNES
ET A L'ETRANGER: LISTE SELECTIVE

ACCIDENTS DU TRAVAIL - FRANCE

1. FRANCE. PARLEMENT. Loi no 76-1106 relative au développement de la prévention des accidents du travail. Paris, Journal Officiel (lois et décrets), 7 décembre 1976, p. 7028 à 7034

ARCHITECTURE - FRANCE

2. FRANCE. PARLEMENT. Loi no 77-2 sur l'architecture. Paris, Journal Officiel (lois et décrets), 4, 5 et 21 janvier 1977, p. 71 à 76, p. 124, p. 500

ASSOCIATIONS COOPERATIVES - NOUVEAU-BRUNSWICK

3. NOUVEAU-BRUNSWICK. PARLEMENT. Projet de loi 76, loi sur les associations coopératives, 3e session, 48e Législature, 26 Elizabeth II, 1977. Frédéricton, Imprimeur de la Reine, 1977. 46p.

AUTOMOBILES - PERMIS DE CONDUIRE

4. BELGIQUE. PARLEMENT. Arrêté royal relatif au permis de conduire, Moniteur Belge, 8 février 1977, p. 1482 à 1507

CONDITIONS MINIMA DE TRAVAIL - TERRE-NEUVE

5. TERRE-NEUVE. PARLIAMENT. Bill 34, an Act to provide Uniform Minimum Standards of Conditions of Employment in the Province, Second Session, 37th General Assembly, 25-26 Elizabeth II, 1977. St-John, Queen's Printer 1977. 47p.

CONDUITE AUTOMOBILE - ECOLES - AGREMENT

6. BELGIQUE. PARLEMENT. Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 avril 1968 déterminant les conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules automoteurs, Moniteur Belge, 8 février 1977, p. 1507 à 1510

CONGES DE MATERNITE - BELGIQUE

7. BELGIQUE. PARLEMENT. Arrêté royal relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, Moniteur Belge, 3 février 1977, p. 1313 à 1314
- Autorisation pour le personnel féminin des établissements d'enseignement de l'Etat de s'absenter pour se consacrer à ses propres enfants.

CONSOMMATEURS - PROTECTION - COLOMBIE-BRITANNIQUE

8. COLOMBIE-BRITANNIQUE. PARLIAMENT. Bill 28, Consumer Protection Act, Second Session, Thirty-first Parliament, 25-26 Elizabeth II, 1977. Victoria, Queen's Printer, 1977. 29p.

"The purpose of this bill is to reorganize some of the sections of the present Consumer Protection Act, incorporate some of the recommendations from the report of the Prepaid Consumer Contract Inquiry and to provide for changes in consumer credit law consistent with recent Federal proposals".

CONSOMMATEURS - PROTECTION - ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

9. ILE-DU-PRINCE-EDOUARD. PARLIAMENT. Bill 12, An Act to prohibit Unfair Practices in Sales to Consumers, 4th Session, 53rd General Assembly, 26 Elizabeth II, 1977. Charlottetown, Queen's Printer, 1977. 13p.

CONTENANTS

10. ALBERTA. PARLIAMENT. Bill 22, The Beverage Container Act, 1977, Third Session, 18th Legislature, 26 Elizabeth II, 1977. Edmonton, Queen's Printer, 1977. 11p.

Ce projet de loi remplacera, lorsqu'adopté, le chapitre 10 des Statuts de l'Alberta, 1971.

INFORMATION - ACCES A L' - NOUVELLE-ECOSSE

11. NOUVELLE-ECOSSE. PARLIAMENT. An Act Respecting Access by the Public to Information on File with the Government, Acts of 1977, chapter 10. Halifax, Queen's Printer, 1977. 6p.

INFORMATION - ACCES A L' - ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

12. ILE-DU-PRINCE-EDOUARD. PARLIAMENT. Bill 53, Access to Public Documents Act, 4th Session, 53rd General Assembly, 1977. Charlottetown, Queen's Printer, 1977. 7p.

"The purpose of this Act is, as its title implies, to provide for public access to documents in the custody of the Crown or of a Crown agency. Public document is defined to include tapes, magnetic cards, microfilm and other machine readable records relating to public business".

INFORMATIQUE - COLOMBIE-BRITANNIQUE

13. COLOMBIE-BRITANNIQUE. PARLIAMENT. Bill 44, Systems Act, Second Session, Thirty-first Parliament, 25-26 Elizabeth II, 1977. Victoria, Queen's Printer, 1977. 12p.

"The purpose of this Bill is to enact a Systems Act. The Bill provides for

- a) the establishment of the British Columbia systems Corporation to administer data processing facilities and services for
 - i) ministries of government and their departments, branches, divisions and
 - ii) designated boards, commissions, associations, colleges, hospitals and boards of school trustees,
- b) the establishment of a board of directors to formulate overall policy on data processing facilities and services and to direct the management of the corporation, and
- c) the establishment of a User Review Committee to monitor the performance of the British Columbia Systems Corporation, to anticipate data processing requirements and to recommend plans from the point of view of the users.

JEUNESSE - TRAVAIL -ONTARIO

14. ONTARIO. PARLIAMENT. Bill 11, an Act to provide Employment Opportunities for Youth in Ontario, 1st Session, 31st Legislature, 26 Elizabeth II, 1977. Toronto, Queen's Printer, 1977. 5p.

Etablissement d'un programme pour faciliter l'emploi des jeunes durant l'été, programme qui leur permettra d'acquérir une expérience pouvant aider à leur insertion sur le marché du travail.

LIBERTE D'INFORMATION

15. MANITOBA. PARLIAMENT. Bill 17, The Freedom of Information Act, Fourth Session, Thirtieth Legislature, 26 Elizabeth II, 1977. Winnipeg, Queen's Printer, 1977. 6p.

LOGEMENT - FRANCE

16. FRANCE. PARLEMENT. Loi no 77-1 portant réforme de l'aide au logement. Paris, Journal Officiel (lois et décrets), 4 janvier 1977, p. 68 à 71.

"La politique d'aide au logement a pour objet de favoriser la satisfaction des besoins de logement et, en particulier, de faciliter l'accession à la propriété, de promouvoir la qualité de l'habitat, d'améliorer l'habitat existant et d'adapter les dépenses de logement à la situation de famille et aux ressources des occupants, tout en laissant subsister un effort de leur part".

MAISONS MOBILES - COLOMBIE-BRITANNIQUE

17. COLOMBIE-BRITANNIQUE. PARLIAMENT. Bill 34, Mobile Home Act, Second Session, Thirty-first Parliament, 25-26 Elizabeth II, 1977. Victoria, Queen's Printer, 1977. 26p.

Ce projet de loi concerne l'enregistrement des maisons mobiles et toutes les transactions dont elles font l'objet.

MINISTERE DES AFFAIRES DU NORD - ONTARIO

18. ONTARIO. PARLIAMENT. Bill 21, An Act to establish the Ministry of Northern Affairs, 1st Session, 31st Legislature, 26 Elizabeth II, 1977. Toronto, Queen's Printer, 1977. 3p.

MORT NATURELLE - CALIFORNIE

19. CALIFORNIE. PARLIAMENT. Natural Death Act in West's California Legislative Service, ch. 1439, vol. 11, 1976, p. 6273 à 6278.

RAPPEL - CALIFORNIE

20. CALIFORNIE. PARLIAMENT. Elections-Recall in West's California Legislative Service, ch. 1437, vol. 11, 1976, p. 6237 à 6250.

Nouvelles procédures concernant la technique de rappel de certains officiers élus notamment au niveau de l'état et des districts scolaires.

TERRES AGRICOLES - PROTECTION - MANITOBA

21. MANITOBA. PARLIAMENT. Bill 56, The Farm Lands Protection Act, Fourth Session, Thirtieth Legislature, 26 Elizabeth II, 1977. Winnipeg, Queen's Printer, 1977. 6p.

TRIBUNAL DE LA FAMILLE - TERRE-NEUVE

22. TERRE-NEUVE. PARLIAMENT. Bill 94, an Act respecting the Creation of a Unified Family Court, Second Session, 37th General Assembly, 25-26 Elizabeth II, 1977. St-John, Queen's Printer, 1977. 10p.

"This Bill would set up a Unified Family Court in the Province. The court is a pilot project established for three years as the result of an agreement between the provincial and federal governments".

VERIFICATEUR GENERAL - ONTARIO

23. ONTARIO. PARLIAMENT. Bill 43, an Act to revise the Audit Act, 1st Session, 31st Legislature, 26 Elizabeth II, 1977. Toronto, Queen's Printer, 1977. 12p.

"The purpose of the Bill is to define the role and the responsibility of the Provincial Auditor".